

Venezuela : Test grandeur nature pour le processus bolivarien

mardi 24 février 2009, par [BRULEZ Sébastien](#) (Date de rédaction antérieure : 15 février 2009).

Le 23 novembre prochain les Vénézuéliens se rendront aux urnes pour élire leurs représentants locaux et régionaux. Ce scrutin fait office de test pour le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), récemment mis sur pied et qui lance pour la première fois ses candidats dans l'arène électorale. Mais c'est aussi le premier scrutin depuis le rejet de la réforme constitutionnelle présentée l'an dernier par le président Chávez.

Caracas,

A une semaine de l'évènement, chaque camp abat ses dernières cartes. Motiver les troupes et marquer des points, tel est l'objectif. Pourtant, la division a fait des siennes autant du côté chaviste que dans l'opposition.

Jeudi dernier, le président Chávez a appelé à « *intensifier l'offensive* » dans le cadre de la campagne électorale et a demandé à tous les candidats du PSUV (parti dont il est président) de lui envoyer, avant le 23 novembre, « *les premières 100 mesures socialistes qu'ils vont prendre* ». Et le commandant d'ajouter : « *s'en est fini de tous ces judas* ».

Il faut dire que le panorama s'est transformé depuis les dernières élections régionales. Hugo Chávez disposait jusqu'il y a peu de l'appui de 22 des 24 états que compte le pays. Seul le Zulia (riche région pétrolière frontalière avec la Colombie) et Nueva Esparta (composé principalement de l'île de Margarita) étaient aux mains de l'opposition.

Mais plusieurs évènements sont venus bousculer le paysage politique. Il y eut tout d'abord l'éloignement, avec l'appel à voter non à la réforme constitutionnelle, puis le positionnement clair dans l'opposition du parti Podemos (Pour une Démocratie sociale). Ensuite l'expulsion du PSUV de trois gouverneurs provenant du même Podemos et du PPT (Patrie Pour Tous) pour différents motifs : corruption, pratiques politiques douteuses, clientélisme, etc.

Cette recomposition au sein du chavisme a dessiné une nouvelle carte politique du pays.

Actuellement, on peut considérer que le camp bolivarien ne contrôle plus ou partiellement plus sept états que sont évidemment Zulia et Nueva Esparta mais aussi Aragua, Sucre, Carabobo, Guarico et Yaracuy.

A titre d'exemple, début novembre le gouverneur de l'état de Sucre, Ramón Martínez (membre de Podemos), niait à la compagnie pétrolière publique PDVSA (Petróleos de Venezuela S.A.) le droit d'installer une base opérationnelle sur le site de l'aéroport régional de Carúpano. En réaction à cette attitude, le président Chávez ordonna la prise de l'aéroport par l'armée.

D'autre part, le mouvement bolivarien se présente divisé dans certaines régions où le Parti communiste (PCV) et le PPT lancent leurs propres candidats, faute d'être parvenus à un accord sur une candidature unique avec le PSUV.

En ce qui concerne l'opposition, elle se présente divisée dans trois états (Anzoátegui, Bolivar et

Yaracuy), ainsi que dans plusieurs municipalités.

Le fait que l'élection de ce 23 novembre porte sur des niveaux de pouvoir proches de la population rend ce scrutin particulièrement sensible. Chávez a souligné que l'opposition espère « *remporter des Etats stratégiques et se déclarer en autonomie, comme l'a fait l'oligarchie bolivienne contre Evo Morales* ».

Si la situation régionale vénézuélienne n'est pas comparable à la bolivienne (il n'y existe pas cette composante raciale tranchée indigènes / blancs), la victoire de l'opposition dans certains états-clés pourrait cependant susciter de nombreuses impasses comme celle de l'aéroport de Carúpano, et mettre ainsi des bâtons dans les roues de l'Etat national. Et il est bon de rappeler qu'au Venezuela, le gouverneur d'un état est aussi le chef de la police régionale...

P.-S.

* Paru sur le site de la LCR (Belgique) / La Gauche.